



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 29 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

3P - Produits Plastiques Performants

Z.I. Les Franchises
BP n 154
52200 Langres

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2024 dans l'établissement 3P - Produits Plastiques Performants implanté Z.I. Les Franchises BP 154 52200 Langres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'est inscrite dans le cadre d'une campagne visant tous les établissements classés ou non de la zone industrielle des Franchises à LANGRES. L'objectif de cette campagne était de disposer d'une vision complète des rejets pouvant conduire à la présence de PFAS en aval de cette zone industrielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3P - Produits Plastiques Performants
- Z.I. Les Franchises BP 154 52200 Langres
- Code AIOT : 0005701330
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société 3P produit des plastiques pour les secteurs industriels de l'automobile, de l'aviation et du ferroviaire notamment. Les plastiques produits doivent disposer de caractéristiques mécaniques particulières en fonction de leur usage.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Campagne d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 3	Arrêté préfectoral complémentaire	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1	Sans objet
2	Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement utilise des matières plastique, essentiellement du PTFE (Polytétrafluoroéthylène).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques soumises à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Soumission ou non à l'arrêté ministériel
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : Rubriques principales exploitées : - 4735.1 : Amoniac (A), - 2662 : Stockage de polymères (E) - 2661-1 et 2661-2 : Transformation de polymères (D) et (D)

<p>Activité générant des eaux de process :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refroidissement des machines sans contact avec les matières plastiques, <p>Consommation en eau de process (refroidissement pour l'essentiel) : 110 000 m³/an</p> <p>L'installation relève bien de l'art. 1 de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Activités potentiellement soumises à l'arrêté ministériel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de trois points de rejet équipés d'obturateurs. Les deux premiers concernent les eaux sanitaires qui sont ensuite dirigées vers le réseau communal d'assainissement.</p> <p>Le dernier concerne les eaux de refroidissement. Il se jette dans le Ruisseau Le Julien. Le plan des réseaux a été fourni à l'inspection et consulté.</p> <p>Le site ne dispose pas de station d'épuration propre.</p> <p>Plusieurs stockages extérieurs ont été notés dont une benne de déchets de PTFE non couverte, une benne de DIB non couverte, le reste étant couvert.</p> <p>Tous les déchets de téflon (10% de l'usinage) sont soit recyclés (5% du total) soit, pour l'instant évacués en tant que déchet ultime pour être enfouis. Auparavant ces déchets étaient envoyés vers l'usine d'incinération de Chaumont. L'exploitant étudie en ce moment la possibilité de les incinérer dans une centrale à béton.</p> <p>Seul un incident de sprinklage a été relevé durant les 3 dernières années; il a eu lieu fin septembre 2023. Le réseau de sprinklage s'était déversé dans le réseau pluvial puis dans le Julien.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Campagne d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 3														
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyse														
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;														
Constats : Trois fois 2 prélèvements ont été réalisés : le 26 octobre, le 17 octobre et le 30 novembre 2023 sur le rejet d'eaux pluviales. Premier bilan des mesures : Quelques dépassements de la valeur de 0,1 µg/l (limite de quantification individuelle telle que mentionné dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023) sont observés dans le dernier : Prélèvement du 30 novembre 2023 : <table><tr><td>IXCQ4 : Acide perfluorooctanoïque (PFOA) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne</td><td>*</td><td>0.25</td><td>µg/l</td><td></td></tr><tr><td>IXCQY : Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne</td><td>*</td><td>0.18</td><td>µg/l</td><td></td></tr></table>					IXCQ4 : Acide perfluorooctanoïque (PFOA) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne	*	0.25	µg/l		IXCQY : Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne	*	0.18	µg/l	
IXCQ4 : Acide perfluorooctanoïque (PFOA) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne	*	0.25	µg/l											
IXCQY : Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) Prestation réalisée par nos soins COFRAC ESSAIS 1-0685 LC/MS/MS [Extraction SPE] - Méthode interne	*	0.18	µg/l											
Les sources d'émissions n'ont pas réellement été détectées. Aussi, à ce stade, l'inspection des installations classées propose, par arrêté complémentaire que, sous 1 mois, l'exploitant transmette un plan d'actions visant à : <ul style="list-style-type: none">déterminer précisément les sous-activités et produits utilisés dans son process qui pourraient être à l'origine de ces émissions ;engager, dans les meilleurs délais, une campagne d'analyse des eaux de process au plus près des sources potentielles d'émissions ;examiner la possibilité de stopper les émissions de ces polluants ;mettre en place d'ores et déjà une surveillance temporaire des émissions de PFAS, basée sur les modalités de la campagne mise en œuvre, dans l'attente de la résorption de ces émissions.														
Type de suites proposées : Avec suites														
Proposition de suites : arrêté préfectoral complémentaire														
Proposition de délais : 1 mois														